

**PREMIÈRES JOURNÉES DOCTORALES SUR
LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**
organisées par le GIS Participation du public, décision, démocratie participative
ENS-LSH, LYON, 27-28 NOVEMBRE 2009

**LES BOUTIQUES DES SCIENCES :
ENTRE UN MODÈLE DE DÉMOCRATIE FORTE ET UN MODÈLE CENTRÉ DANS LES « ISSUES »¹**

Katharina Schlierf

Grupo de Estudios en Desarrollo, Cooperación y Ética,
Universidad Politécnica de Valencia, Espagne
katsch2@dpi.upv.es

Introduction

Cette communication discute le rôle des Boutiques des Sciences (BdS) en tant que dispositifs de recherche participative visant la « démocratisation de la science et la technologie », but invoqué par ce mécanisme de participation depuis ses débuts (Wachelder, 2003).

Le mouvement des BdS est né dans les années 1970 aux Pays Bas avec un esprit de transformation radical de la recherche et de ses institutions. Leur finalité principale était de répondre aux besoins exprimés directement par les collectifs sociaux et promouvoir ainsi une recherche gouvernée démocratiquement. Le « demand-driven approach », l'approche guidé par la demande, était donc un de ses principes de base. Normalement intégrés au sein des universités, les BdS proposaient « un support de recherche indépendante et participative en réponse aux préoccupations de la société civile » (Gnaiger et Martin, 2001; Mulder et al., 2006).

Le dispositif des BdS a évolué depuis et s'est diversifié énormément de la main d'une institutionnalisation progressive. Wachelder (2003) décrit, par exemple, les différents choix des BdS néerlandaises au sujet de leur intégration dans les universités, leur fonctionnement interne et les types des collectifs sociaux avec qui elles sont susceptibles de collaborer. Mais c'est surtout en raison de la forte croissance du mouvement et de son expansion à travers le monde qu'il devient difficile aujourd'hui de parler des BdS de façon univoque².

En revanche, l'idéal de démocratisation des BdS ne parait pas avoir évolué de la même façon. En continuité avec l'idée initiale, l'interprétation la plus répandue, malgré son ambiguïté, se fonde sur la référence à la « strong democracy » de Benjamin Barber (1984), telle qu'elle a été appliquée par Richard Sclove (1995) aux BdS, et à la *community-based research* en générale. Sclove définit un programme plutôt normatif pour la gouvernance des sciences et des technologies basé sur la participation directe des citoyens. A ce titre, il souligne le rôle des *collectifs citoyens* en tant que moyen d'expression des intérêts locaux, faiblement représentés par les structures institutionnelles existantes. La fonction principale des BdS est donc de faciliter l'expression de ces intérêts faiblement représentés par le support donné aux groupes qui les portent. Cette perspective de démocratie forte a été cependant critiquée par Wachelder (2003) pour ne pas rendre compte véritablement de l'évolution et la diversification des BdS. Plusieurs auteurs ont insisté, par ailleurs, sur la nécessité de fonder les réflexions sur des bases empiriques (Wachelder, 2003; Leydesdorff et Ward, 2005).

¹ Cette communication est basée sur ma recherche doctorale, qui est en train de se conclure et qui a pu être réalisée grâce à une bourse du Programme FPU du Ministère espagnol de la Science et l'Innovation. Elle a bénéficié également des discussions avec les membres du Centre de Sociologie de l'Innovation à l'occasion de mon séjour de recherche dans ce centre.

² Pour des essais de caractérisation générale, réalisées par des chercheurs placés au centre du mouvement, voir par exemple Mulder et al. (2006), or Jørgensen et al. (2004).

Cet article s'inscrit dans la continuité de ces critiques et propose une analyse de la contribution effective des BdS à la démocratisation de la science et la technologie à partir de l'étude d'un cas concret. Suivant cette approche, je voudrais montrer que le travail des BdS peut être mieux caractérisé par un *deuxième modèle démocratique*. Je vais discuter premièrement le *modèle de la démocratie forte*, en référence à l'argument de l'appui des collectifs citoyens en tant que représentants des intérêts sociaux faibles de Sclove (1995), et notamment sa portée explicative vis-à-vis des pratiques observées. En base à cette critique, je vais présenter un second modèle qui permet de mieux appréhender le cas étudié, que j'appellerai le *modèle de la démocratie centrée sur les « issues »*, en m'appuyant sur Marres (2005, 2007), et les principes de la démocratie technique (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001). L'interprétation de la perspective démocratique pragmatiste de John Dewey qui est réalisée par Noortje Marres à partir du point de vue des Science Studies, constitue la base pour concevoir la pratique des BdS comme un travail orienté à la promotion d'une *recherche collaborative critique*; l'analyse des dispositifs de participation de Callon et al. (2001) permet de comprendre la dualité de cet effort en termes de la co-creation des connaissances et des identités, ainsi que le rôle de la BdS en tant qu'acteur situé.

Le cas d'étude

Mon argument s'appuie sur l'étude du travail réalisé par la Boutique des Sciences de l'Université Technique de Danemark (DTU). L'intérêt d'étudier la BdS de la DTU réside sur (1) son caractère consolidé avec une trajectoire longue de plus de 20 ans; (2) sa volonté explicite de contribuer à la démocratisation de la science et la technologie; et (3) sa compréhension de cette démocratisation comme un travail sur la relation de la recherche et l'enseignement universitaires qui veut produire des effets à l'extérieur et à l'intérieur de l'université. L'analyse présentée ici s'attache en particulier à deux dimensions de son travail. D'un côté, à la sélection des demandes reçues et au travail de qualification concernant leur potentiel démocratique; d'autre côté, à la facilitation des processus de recherche collaborative initiés sur la base des demandes acceptées. Je focalise ici sur une collaboration concrète portant sur des questions de planification urbaine locale, qualifiée comme expérience spécialement positive par la BdS. Elle concernait la collaboration entre deux groupes d'étudiants et une association de résidents d'un quartier du centre ville de Copenhague. Les étudiants devaient réaliser un travail académique, supervisés par des chercheurs de la DTU, en réponse aux demandes faites par l'association. Dans une période de trois mois, ils avaient fait des analyses et des propositions pour le développement du quartier. Leurs propositions avaient été valorisées positivement par les représentantes de l'association et considérées utiles en tant que source d'inspiration et base de données. Les étudiants avaient apprécié ces études comme des bonnes expériences d'apprentissages; le superviseur avait considéré les projets enrichissants mais peu pertinents pour sa propre recherche; la BdS avait évalué la collaboration comme étant spécialement achevée et l'utilise comme exemple de projet réussi.

Les Boutiques des Sciences selon le modèle de la démocratie forte

Le modèle de la démocratie forte se construit sur l'argument principal développé par Sclove relatif à l'*empowerment* des groupes faibles pour le changement technoscientifique. Dans ce modèle, c'est le « l'approche guidé par la demande » le principe de base du fonctionnement qui garantit la contribution des BdS à la démocratie : parce qu'on répond aux besoins *exprimés directement par des collectifs citoyens*, on contribue à « l'empowerment » de ces collectifs en même temps qu'à l'inclusion de leurs intérêts dans la recherche et l'enseignement universitaires.

Dans cette logique, les collectifs sont considérés comme représentatifs des « inquiétudes de la société civile » (Gnaiger and Martin, 2001:6; Mulder et al., 2006). Normalement, une BdS utilise des *critères de sélection* en vue de garantir que le soutien offert arrive aux collectifs adéquats. Ces critères concernent habituellement les considérations suivantes : la demande de recherche posée

par un collectif citoyen à la BdS ne doit pas avoir un but commercial; le collectif ne doit pas avoir les ressources (économiques ou scientifiques) qui lui permettraient d'accéder à la recherche autrement; et le collectif doit être capable d'utiliser les résultats pour faire avancer des objectifs de changement social (Mulder et al., 2006). Selon le modèle de la démocratie forte, la fonction démocratisante de la BdS s'appuie donc sur ces critères : ce sont eux qui permettent de sélectionner les collectifs et les demandes qui représentent vraiment les besoins de la société civile.

Ensuite, le rôle de la BdS consiste à faire répondre aux demandes exprimées par les collectifs à des universitaires (soit des étudiants, soit des chercheurs). L'aspect crucial est ici, dans le modèle de la démocratie forte, que le processus de recherche initié à partir d'une telle demande reste fidèle à celle-ci, c'est-à-dire, fidèle aux besoins du collectif qui l'a posée.

De cette façon, la recherche collaborative est marquée par un attachement fort aux buts des collectifs qu'elle veut soutenir ('empower') dans leurs luttes particulières. La recherche se veut d'être *utile* pour les collectifs. Le sens de la recherche est fortement lié à son utilité – une utilité pour le changement social, comment nous l'avons mentionné avant, et c'est ce point-là qui différencie la recherche promue par les BdS d'une recherche appliquée conventionnelle (Mulder et al., 2006).

La BdS devient dans ce modèle un *intermédiaire* qui garantit la fidélité de la recherche à la demande du collectif en même temps qu'elle connecte les différents acteurs. Il s'agit d'un rôle plutôt technique, le rôle d'un catalyseur qui fait marcher le processus seulement avec sa présence, déclenchant une réaction entre des autres éléments.

L'attachement fort aux objectifs d'action du collectif permet à la BdS baser son travail sur la complémentarité des fonctions universitaires de la recherche et de sa mission sociale avec la fonction de l'enseignement (Schlierf et al., 2008) : pour produire des résultats 'utiles', on peut s'appuyer sur le travail gratuit des étudiants qui participent aux projets dans le cadre de la réalisation d'exercices académiques. C'est à partir d'une « relation symbiotique » (Mulder et al., 2006) entre l'université et la société, et donc avec peu de ressources, que la BdS rend possible ce travail.

Le modèle de la démocratie forte n'explique pas le travail des BdS

Le modèle de la démocratie forte ne correspond pas véritablement au travail des BdS pour deux raisons principales : d'une part, pour son argument démocratique lui-même, et d'autre part parce qu'il ne donne pas une explication satisfaisante de la pratique de la BdS étudiée. Au contraire, ce modèle soulève plutôt des dilemmes de justification que je vais essayer de mettre en évidence dans la suite de ce paragraphe.

Le point faible du modèle d'un point de vue théorique, a trait à l'argument de la représentativité des collectifs citoyens en tant que porte-parole des intérêts de la société en matière sociale et environnementale. Cette représentativité est difficile à défendre si on examine, par exemple, les collectifs sélectionnés par la BdS de la DTU. Ces collectifs citoyens, tels les associations de quartier ou les groupes d'autopartage, représentent certes des intérêts sociaux et environnementaux, mais leur réalité est beaucoup plus complexe. Au sein d'une association de résidents de quartier, on trouve également des intérêts très personnels, à côté des intérêts environnementaux et sociaux; dans un groupe d'autopartage, des aspects commerciaux sont aussi présents que les écologistes. Si les BdS auraient à suivre le modèle de la démocratie forte, la coprésence des intérêts plus personnels et plus larges au sein des collectifs citoyens leur mènerait dans une impasse, d'où elles auraient du mal à s'en sortir : alors que la représentativité des collectifs est le fondement de leur justification démocratique, les BdS ne pourraient pas rentrer dans l'analyse de cette représentativité. L'attachement du processus de recherche aux objectifs du collectif deviendrait alors problématique et se distinguerait difficilement de la recherche appliquée.

Il n'existe pas non plus des intermédiaires 'innocents' et neutres qui puissent transférer les demandes des collectifs aux étudiants et aux chercheurs universitaires, et promouvoir ainsi une collaboration sur cette base, sans intervenir et transformer ces demandes – par exemple, pour les adapter aux besoins et aux intérêts des universitaires. Farkas (2002) et Wachelder (2003) documentent que dans les premiers moments du mouvement des BdS dans le Pays Bas, une expérience importante, et parfois frustrante, était celle d'assumer que cela ne suffisait pas d'amener les demandes des collectifs à l'université mais qu'il fallait aussi un important travail de transformation de ces demandes en vue de les rendre attractives pour les universitaires, et trouver ensuite les points d'articulation possibles.

D'autre coté, le modèle ne fait pas non plus justice au travail de la BdS de la DTU – même si elle mobilise le modèle de la démocratie forte dans son discours. Elle ne se fie pas naïvement de la représentativité des collectifs, elle ne veut pas produire une recherche simplement 'utile' pour les collectifs, et en conséquence elle n'est pas qu'un intermédiaire ni ne veut pas l'être. L'analyse du travail de sélection des demandes de la BdS permet de mesurer, par exemple, l'importance de l'effort nécessaire pour s'emparer de la complexité des problèmes adressés par les collectifs. Ce travail va bien au-delà d'une croyance aveugle en sa représentativité. L'attachement des processus de recherche aux besoins des collectifs n'obéit pas à une simple logique de recherche appliquée.

On pourrait conclure que, si le modèle de la démocratie forte n'explique pas la pratique des BdS, on doit abandonner l'idée que les BdS font une contribution démocratique. L'argument avancé ici est évidemment différent. À continuation je vais proposer un modèle démocratique *alternatif* que, à mon avis, offre un cadre qui permet de mieux comprendre la pratique politique de la BdS de la DTU.

Une caractérisation du travail des BdS suivant le modèle de la démocratie centrée sur les « issues »

L'intérêt du modèle que je vais proposer consiste en ce qu'il assume le problème de la représentation et propose l'exploration de ce problème comme ingrédient indispensable du travail des BdS. Au lieu de compter sur une représentativité de l'intérêt public générale et abstrait de la part des collectifs, le modèle suggère suivre les chaînes de représentation qui produisent des 'publics' bien tangibles.

C'est donc une approche pragmatiste qui est proposé ici. On suit à Marres (2005, 2007) et Latour (2007) qui, à l'instar de l'approche de la démocratie technique avancée par Callon et al. (2001), apportent un nouveau regard sur la perspective démocratique *pragmatiste* de John Dewey (1927). Ces auteurs proposent de comprendre les processus démocratiques ne pas exclusivement en fonction des groupes sociaux et leurs négociations d'intérêts; ils suggèrent en revanche de faire attention à la façon dont dans le processus démocratique interviennent et se constituent des entités d'une nature complexe (où parfois il n'est pas facile de distinguer entre des humains et des non humains, par exemple).

Marres rappelle à ce titre le débat entre Dewey et son contemporain Lippmann sur le rôle des *problèmes* qui émergent autour des sciences et technologies en tant que générateurs de processus démocratiques (Dewey, 1927; Lippmann, 1922, 1927). Pour Dewey, la constitution de *publics* autour des problèmes pour lesquels les institutions n'ont pas des solutions conduit, à travers le conflit, à l'exploration de ces problèmes et à la recherche ainsi des solutions démocratiques. Marres actualise ce débat en soulignant que la qualité démocratique de ces processus ne repose pas sur la mécanique de la résolution de problèmes mais plutôt sur l'articulation même des acteurs divers, proches ou antagonistes, dans le conflit qui se génère autour de l'*issue*. C'est pour quoi elle préfère utiliser la notion de '*issue*' au lieu du terme 'problème'. L'effort démocratique se caractérise donc pour la mise en place d'un processus d'enquête publique ('public scrutiny') qui vise à faire émerger et confronter les arguments des collectifs impliqués sans savoir si ce processus va conduire à résoudre le problème ou plutôt à l'élargir.

On peut apprécier que la non-représentativité des collectifs cesse d'être problème : les *besoins* des collectifs, leurs inquiétudes, sont la base pour arriver à la dimension publique, au lieu d'être un obstacle. Il n'y pas d'opposition entre le privé et le public, mais plutôt un intérêt pour le *potentiel public* des intérêts 'privés' – pour arriver à une 'public-isation' (Marres, 2007; Barry, 2001) des problèmes amenés par les collectifs.

La configuration des publics et issues

C'est ce type d'intérêt que l'on peut observer dans le *travail de sélection de demandes* de la BdS étudiée. La BdS reçoit des propositions des personnes ou collectifs diverses pour des projets collaboratifs. On observe que la qualification de demandes est en réalité un travail de configuration qui focalise sur un éventuel potentiel public des demandes. Dans ce travail, la BdS aide, quand c'est possible, à faire que les demandes des collectifs répondent aux critères de sélection. Ainsi, une demande posée par une dentiste est interrogée sur son possible but commercial; des possibilités de le lier à une association des patients sont discutées pour introduire un but non-lucratif. De même, une demande sur des matériaux écologiques de construction de l'administration publique n'est pas acceptée comme telle, puisque l'administration devrait avoir les ressources nécessaires pour accéder à la recherche; on propose à l'administration de chercher un collectif intéressé. Le but est d'intégrer dans la configuration de la demande un groupe qui est concerné par le problème posé et qui poursuit une logique associative.

Les critères sont donc des moyens pour la prise de décisions, mais ils sont en même temps constamment interprétés et configurés eux-mêmes. Ils n'ont pas une valeur absolue (comme ils l'avaient dans le modèle de la démocratie forte, en garantissant la représentativité des collectifs). Par exemple, la BdS permet que le *personnel* d'une crèche publique, qui promeut l'usage d'aliments biologiques dans sa cuisine, puisse être accepté comme collectif, bien que cette crèche fasse partie de l'administration publique. Les critères n'expliquent pas la sélection même s'ils servent d'appui. Ils doivent être interprétés (Farkas, 2002) et en fait réinventés sans cesse. Par l'usage des critères, la BdS explore et clarifie sa mission : elle clarifie ce qu'elle fait et *ce qui doit être fait*. En conséquence, les critères remplissent un rôle instrumental en même temps qu'ils portent un message normatif.

L'articulation à travers d'une recherche critique

On peut suivre l'intérêt pour promouvoir la dimension publique le long de la chaîne d'un processus de recherche collaborative facilité par la BdS. Dans l'encadrement, dans la facilitation des processus de recherche, et dans l'usage des résultats, la BdS traduit son intérêt pour 'le public' dans un intérêt pour des publics concrets – et pour les articuler dans un effort d'exploration de l'ensemble des intérêts et des identités autour de la question. Son effort d'articulation consiste en connecter ces publics avec des universitaires pour produire une dynamique d'exploration du problème, de l'issue. Une articulation qui part des inquiétudes du collectif mais qui se permet des traductions, des transformations (en lieu de chercher la fidélité aux besoins).

En prenant l'exemple de la collaboration indiqué avant, on peut ainsi observer la transformation de la demande initiale du collectif. Cette association de résidents, d'un quartier plutôt bien situé de Copenhague, désire augmenter ses capacités de participation dans la planification urbaine locale, qui à son avis se caractérise par un manque de vision globale. Elle demande d'étudier « comment préserver l'idylle provincial » du quartier sans rejeter des opportunités de développement urbain. La demande qui sort du dialogue entre la BdS et le collectif est moins normative, plus ample et déjà encadrée dans une approche disciplinaire. Elle sera titrée « Planification urbaine dans le quartier Vanløse ». L'idylle/idéal 'provincial' fait place à un ensemble d'aspects à interroger en relation avec cet idéal.

C'est donc le potentiel de recherche, d'interrogation, qui devient le véhicule de 'public-isation'. A travers de ce potentiel, parfois identifié au 'besoin de savoir' du collectif (Brodersen and Jorgensen, 2003), la BdS articule la dynamique de mobilisation avec une dynamique de recherche : elle articule le désir d'agir du collectif, pour promouvoir ce qu'il considère une planification urbaine plus intégrale, avec le désir des chercheurs, ou dans notre cas plutôt des chercheurs-en-train-de-se-faire, *d'interroger* l'objet d'action.

La demande figure maintenant dans le 'catalogue' de la BdS. Pendant quelques années on attend qu'elle attire l'attention des étudiants de planification urbaine. Au bout de trois ans, trois étudiants décident de travailler sur la question : un premier projet est créé pour répondre à la demande, est pendant trois mois les étudiants développent des solutions pour le quartier en relation au petit commerce, au trafic, et pour 'l'identité' du quartier. Peu après l'achèvement de ce premier projet, d'autres étudiants s'intéressent pour faire une étude sur des questions de planification urbaine. Dans ce moment, la BdS n'a aucune demande concrète dans son catalogue. Elle prend l'initiative et arrange un projet 'follow-up' avec notre association de résidents. Regardons ce second projet pour reprendre le fil du travail d'articulation de la BdS.

Dans le cadrage du projet, au début il n'y a pas une nouvelle demande mais on pense à se pencher sur un aspect traité dans le projet antérieur. Mais dans un moment de la discussion entre l'association, les étudiants et leur superviseur, qui dure quelques mois et est facilitée par la BdS, c'est un problème d'actualité qui entre dans la définition du projet : le devenir de deux sites dans le centre du quartier dont le prochain développement serait décisive pour le développement générale du quartier. On décide focaliser le projet sur ce problème. On élabore une définition qui encore maintient le lien avec le besoin du collectif en même temps qu'elle offre un cadre d'analyse des considérations plus amples, en intégrant l'attention à une multitude d'acteurs et objets qui interviennent dans le problème. On donne forme aussi à l'approche participative, qui doit toujours « être adapté au problème en question » - dans notre cas, on prévoit peu de participation des membres du collectif dans la recherche au-delà d'un appui organisationnel, en réponse au besoin du collectif d'une recherche 'indépendante' et au besoin de 'protection' des étudiants face au l'enthousiasme peut-être écrasant du collectif pour le sujet.

De cette façon, dans le cadrage du projet entre l'intérêt d'action du collectif et l'intérêt de recherche, qui est un des défis importants dans le travail des BdS (Jorgensen et al., 2004; Farkas, 2002; Ospina et al., 2008), la BdS invite les intervenants à *participer ensemble* dans la « double stratégie de l'attachement et du détachement » (Callon, 1999). Le principe du 'demand-driven approach' obtient ici une nouvelle signification : il permet à la BdS de se focaliser sur des problèmes à propos desquels une mobilisation revendicative existe déjà, et il offre la possibilité d'établir avec le collectif mobilisé une relation fructueuse pour l'exploration du problème. C'est autour des conflits entre les différentes perspectives, entre les différents attachements des acteurs au problème, et dans le contraste avec les résultats de la recherche, où se trouvent les nouvelles interprétations du problème et que le chemin commun d'exploration est élaboré. Comme les critères, l'approche guidée sur la demande acquiert un rôle instrumental dans le cadrage des projets de recherche, mais il cesse d'être impératif. La BdS peut bien arriver à établir des projets de recherche collaborative sans partir d'une demande initiale d'un collectif – ce qu'elle a fait d'une façon pour initier le second projet de la collaboration étudiée ici. En utilisant l'approche guidée par la demande, la BdS est menée à explorer ce que cet approche peut signifier pour son travail, et ce qu'il doit signifier.

Nous arrivons à la réalisation du projet par les étudiants. Dans le cadre envisagé, ce sont eux qui explorent le problème : ils le contrastent avec des théories pertinentes; ils mènent une diagnose du quartier et des trois sites; et ils discutent des points de vue du collectif et des résidents. Toutes ces données sont articulées dans le rapport final qui offre des propositions concrètes et une discussion de leur possible signification pour le problème. Dans cette discussion, ils réfléchissent d'une façon

critique sur la question de la participation dans la planification urbaine. Quant au caractère collaboratif du projet, les étudiants sont en contact constant avec le collectif; en plus, la BdS facilite, comme d'habitude, trois réunions de l'ensemble de participants dans le processus, c'est-à-dire, des membres du collectif, des étudiants, de leur superviseur académique et du représentant de la BdS. Dans ces réunions, le progrès de l'étude est discuté et la définition réadaptée.

Comme dans les pas précédents, on observe que la BdS s'intéresse sur la public-isation dans le sens indiqué antérieurement. Même si elle délègue l'articulation aux universitaires et au collectif, elle prend ici comme habituellement le charge de veiller sur le caractère collaboratif du processus en assumant sa coordination. Alors que dans le modèle de la démocratie forte, l'importance de son rôle de coordinateur réside en garantir que la recherche reste fidèle aux besoins du collectif, maintenant la coordination sert à garantir un minimum de contacte entre les différentes parties, et de cette façon, des opportunités de *confrontation* des perspectives. Promouvoir la recherche critique signifie dans ce modèle encourager les participants à interroger les perspectives et méthodes des autres et défendre les leurs.

L'expertise comme résultat de la confrontation des opinions et d'épreuves - face à l'incertitude inhérente au problème qui fait objet de la recherche, c'est la seule manière de la comprendre : on ne peut pas connaître d'avance le type de savoir nécessaire pour rendre compte du problème, de même qu'on ne peut pas déterminer qui possède ces connaissances ou avec quelles méthodes ils doivent se produire. L'expertise ne peut qu'émerger d'épreuves. C'est certainement un programme exigeant, dont on peut se demander la faisabilité dans le cadre d'un projet académique porté par des étudiants plutôt débutants en tant que chercheurs. Quand la BdS décide promouvoir la recherche critique dans ce cadre, elle opte pour explorer ses potentiels et ses limitations. On va revenir sur cette question tout-de-suite.

Finalement, on observe que la BdS reste attachée au but de la public-isation aussi au moment de l'usage des résultats. L'utilité des résultats en fonction de l'action du collectif est mesurée à l'utilité pour le changement sociotechnique qui n'est pas entendue comme nécessairement identique. Dans notre cas, la public-isation n'est pas conflictuelle. Le propre collectif cherche publiciser et faire circuler les résultats, par exemple en élaborant une plaquette à partir du premier rapport et en mettant les rapports des deux projets sur son site web. Le collectif utilise les propositions et les données fournies par les étudiants comme « inspiration » et comme alimentation de son processus d'apprentissage sur comment participer mieux dans la planification urbaine locale. D'autres cas demandent plus d'intervention de la BdS. Ainsi, dans une collaboration avec la fédération danoise des organisations d'autopartage, les étudiants avaient élaboré une étude des modes d'usage des flottes de véhicules de ces organisations pour pouvoir concevoir de formes de les rendre moins polluantes. Les données statistiques obtenues étaient de grand intérêt pour les organisations, en même temps que des *données sensibles*. Au Danemark comme dans d'autres pays, l'autopartage est une initiative qui se situe entre l'associationnisme non-lucratif et le marché (Truffer, 2003), ce qui est reflété aussi dans le *marché* d'autopartage qui compte avec des associations et avec des entreprises. Dans ce moment, on ne peut pas clairement déterminer que signifie 'contribuer à la public-isation de l'issue' en question : rendre les données publiques peut menacer justement le développement des initiatives d'autopartage non-lucratives. L'appui d'une technologie 'niche' (Kemp, Schot and Hoogma, 1998) contre des cadres technologiques bien établis (Bijker, 1987) peut être considéré également comme un pas vers la public-isation. Face à cette incertitude, la décision prise dans la collaboration a été d'élaborer des rapports individuels avec les données sensibles, et un rapport national général. Grâce à l'intervention de la BdS, on décide d'élaborer aussi des rapports régionaux pour rendre les données plus publiques sans offenser l'intérêt d'intimité des organisations.

La BdS comme un médiateur

On voit donc clairement la différence avec le modèle de la démocratie forte, où le rôle des BdS était compris comme celui d'un intermédiaire-catalyseur. Dans le modèle de la démocratie centrée sur les « issues », la BdS intervient comme médiateur (Latour, 2005; Hennion, 2007) activement dans le processus dans un but démocratique. Dans sa performativité, l'action des BdS peut être appréhendée comme une action située et politique elle-même, puisque la BdS ne peuvent pas déléguer la veille sur le caractère démocratique aux critères de sélection. En promouvant l'exploration de l'issue, elles doivent promouvoir non seulement une exploration des connaissances mais s'intéresser à l'inséparable dimension des identités; chercher une coproduction des identités de même qu'une coproduction des connaissances (Callon et al., 2001).

Or, dans la collaboration analysée ici comme dans beaucoup d'autres projets de la BdS de la DTU, le processus de recherche repose sur un exercice académique d'étudiants encore peu entraînés dans la discipline de planification urbaine, qui n'est pas encadré dans les intérêts de recherche du superviseur et qui doit être réalisée dans un cadre temporel étroit. Même si l'évaluation académique avait jugée le résultat excellent, le potentiel de recherche critique d'un exercice de ce type est naturellement limité. Egalement, il était peu lié à l'objectif de la BdS d'agir sur les priorités de recherche dans la DTU. D'autres cas connectent le plus avec le système de recherche de l'université. La BdS explore ainsi des formats divers qui soient disponibles pour son but général – étant des exercices académiques un des formats les plus utilisés. Cela signifie que d'un côté, elle explore *et elle démontre* les potentiels et limitations de ce format en relation avec sa mission. D'autre côté, ce format et les autres formats qu'elle promeut et/ou invente pour la recherche critique constituent cette mission.

Le BdS est le promoteur d'une exploration des formats et elle est le produit de cette exploration : il n'y a pas de recettes de comment faire le travail d'articulation, mais c'est le collectif rassemblé par la BdS qui est demandé d'explorer cette question d'une façon située. L'ensemble de ces multiples explorations – dans les différents projets et les autres actions facilitées par la BdS – constituent l'identité de la BdS. En même temps, la BdS modèle ces processus pour qu'ils répondent à son but d'articulation. C'est ce double mouvement entre la représentation du collectif qu'elle rassemble et l'interrogation de cette représentation face à sa mission démocratique qui caractérise son rôle de médiateur.

Considérations finales : un modèle analytique ou normatif?

La table suivante contraste le modèle développé dans cet article au modèle de la démocratie forte :

	Le modèle de la démocratie forte	Le modèle de la démocratie centrée sur les 'issues'
Principe d'action	Répondre aux besoins exprimés directement par des collectifs citoyens	Promouvoir la recherche collaborative avec des publics mobilisés autour des « issues »
Argument démocratique	La représentativité des collectifs, assurée par des critères de sélection	L'effort de l'articulation des acteurs proches et antagonistes dans la confrontation
Rôle de la BdS	La BdS : un intermédiaire - Fidélité aux besoins des collectifs - Attachement fort de la recherche aux buts des collectifs	La BdS : un médiateur - Responsable de l'articulation - Poursuit un intérêt propre

Nous avons vu l'intérêt analytique du modèle face à la pratique des BdS. Il permet de problématiser cette pratique et (dé)montrer des choix relatifs à leur but démocratique. Reste ouverte la question pour la valeur normative du modèle - est-ce qu'on peut l'employer pour formuler des jugements sur la qualité démocratique de ce travail ? Sans vouloir entrer en détail dans cette discussion, on peut déjà apprécier qu'en tant que modèle pragmatiste, il devrait être employé dans un esprit de *problématisation constructive*. En dépit de ses exigences hautes (étant l'idéal d'une recherche critique collaborative et le rôle du médiateur difficile de satisfaire), nous faisons écho aux perspectives qui demandent concevoir la démocratie comme un idéal nécessaire mais toujours nécessitant d'exploration et redéfinition (Callon et al., 2001:326; Mouffe, 2000) : nous suggérons que notre modèle peut être un défi pour achever l'impossible en même temps que pour explorer et redéfinir l'idéal lui-même dans ces incertitudes.

Bibliographie

- Barber, B. R. (1984). *Strong democracy: Participatory democracy for a new age*. Berkeley: University of California Press.
- Barry, A. (2001). *Political machines. Governing a technological society*. London: The Athlone Press.
- Bijker, W. E. (1987). The Social Construction of Bakelite: Toward a Theory of Invention. In W. Bijker, T. P. Hughes & T. J. Pinch (Eds.), *The Social Construction of Technological Systems: New Directions in the Sociology and History of Technology* (pp. 159-187). Cambridge, MA: MIT Press.
- Brodersen, S., & Jørgensen, M. S. (2003). *The Danish National Case Study Report*. Lyngby, Denmark: Technical University of Denmark.
- Callon, M. (1999). Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégage : la double stratégie de l'attachement et du détachement. *Sociologie Du Travail*, 41(1), 65-78.
- Callon, M., Lascoumes, P., & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain*. Paris: Seuil.
- Dewey, J. (1927). *The Public and its Problems*. New York: Holt.
- Farkas, N. (2002). *Bread, cheese, and expertise: Dutch Science Shops and democratic institutions*. Rensselaer Polytechnic Institute, Troy, NY.
- Gnaiger, A., & Martin, E. (2001). *Science Shops: Operational Options. SCIPAS report nr. 1*. Utrecht: Science Shop for Biology, Utrecht University.
- Hennion, A. (2007). *La passion musicale : Une sociologie de la médiation*. Paris: Métailié.
- Jørgensen, M. S., Hall, I., Hall, D., Gnaiger, A., Schroffenegger, G., von der Heiden, K., et al. (2004). *Democratic Governance through Interaction between NGOs, Universities, and Science Shops: Experiences, Expectations and Recommendations. The Final Report of INTERACTS*. Lyngby: The Science Shop c/o Department of Manufacturing Engineering and Management at Technical University of Denmark.
- Kemp, R., Schot, J., & Hoogma, R. (1998). Regime shifts to sustainability through processes of niche formation: The approach of strategic niche management. *Technology Analysis & Strategic Management*, 10(2), 175 - 198.
- Latour, B. (2005). *Reassembling the Social. An Introduction to Actor-Network-Theory*. Oxford: Oxford University Press.
- Leydesdorff, L., & Ward, J. (2005). Science Shops: A kaleidoscope of science-society collaborations in Europe. *Public Understanding of Science*, 14(4), 353-372.
- Lippmann, W. (1997 [1922]). *Public Opinion*. Piscataway, NJ: Transaction Publishers.
- Lippmann, W. (1993 [1927]). *The Phantom Public*. Piscataway, NJ: Transaction Publishers.

- Marres, N. (2005). *No issue, no public. Democratic deficits after the displacement of politics*. Universiteit van Amsterdam, Amsterdam.
- Marres, N. (2007). The Issues Deserve More Credit: Pragmatist Contributions to the Study of Public Involvement in Controversy. *Social Studies of Science*, 37(759-780).
- Mouffe, C. (2000). *The Democratic Paradox*. London and New York: Verso.
- Mulder, H., Jørgensen, M. S., Pricope, L., Steinhaus, N., & Valentin, A. (2006). Science Shops as science-society interfaces. Dans Â. Guimarães Pereira, S. Guedes Vaz & S. Tognetti (Eds.), *Interfaces between Science and Society* (pp. 278-296). Sheffield, UK: Greenleaf Publishing.
- Ospina, S., El Hadidy, W., & Hofmann-Pinilla, A. (2008). Cooperative inquiry for learning and connectedness. *Action Learning: Research and Practice*, 5(2), 131-147.
- Schlierf, K., Boni, A. & Lozano, J.F. (2008). La transferencia de tecnología participativa desde la universidad: hacia un cambio tecnológico. Dans M. Martínez (Ed.), *Aprendizaje servicio y responsabilidad social de las universidades*. Barcelona: Octaedro.
- Sclove, R. E. (1995). *Democracy and Technology*. New York: Guilford.
- Wachelder, J. (2003). Democratizing Science: Various Routes and Visions of Dutch Science Shops. *Science Technology & Human Values*, 28(2), 244-273